

Education at a Glance: OECD Indicators - 2006 Edition

Summary in French

Regards sur l'éducation: Les indicateurs de l'OCDE édition 2006

Résumé en français

Regards sur l'éducation présente aux professionnels de l'éducation, aux décideurs publics, aux élèves ou étudiants et à leurs parents une abondante série de données sur pratiquement chaque aspect quantitatif et qualitatif des performances et de la politique de l'éducation dans les pays membres de l'OCDE ainsi que dans un certain nombre de partenaires non membres. Outre les précisions apportées sur les résultats, les ressources, les taux de scolarisation et les modes d'organisation des études, le rapport contient le type de renseignements objectifs dont on a besoin pour évaluer des questions comme l'importance accordée à l'enseignement des compétences de base, la taille idéale des classes ou la durée de l'année scolaire.

Examen de la qualité des systèmes éducatifs

En 2003, le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) a servi à mesurer les performances des élèves de 15 ans en mathématiques dans les pays de l'OCDE. La Corée, la Finlande et les Pays-Bas ont obtenu des scores supérieurs à la moyenne dans tous les autres pays de l'OCDE et ont affiché un niveau de compétence une fois et demie supérieur à la moyenne. Onze autres pays (Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Islande, Japon, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Suède et Suisse) ont obtenu des scores supérieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. Les performances de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Irlande et de la République slovaque correspondent à cette moyenne et celles des onze pays restants lui sont inférieures.

Il n'existe pas de comparaison analogue des performances pour les précédentes générations mais les divers niveaux d'enseignement que ces dernières ont achevés donne une idée des niveaux de formation atteints. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 42 % de la population adulte n'ont été qu'au terme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Environ 30 % n'ont pas dépassé le primaire ou le premier cycle du secondaire et 25 % ont fait des études supérieures. Toutefois, les pays se différencient

considérablement par la répartition des niveaux de formation dans leur population respective.

L'Europe et les Etats-Unis sont de plus en plus devancés par les pays de l'Asie de l'Est. Il y a deux générations, la Corée avait le niveau de vie de l'Afghanistan aujourd'hui et ses performances dans le domaine de l'éducation comptaient parmi les plus faibles. Aujourd'hui, 97 % de tous les coréens âgés de 25 à 34 ans ont achevé le deuxième cycle du secondaire, proportion qui place la Corée en tête dans la zone de l'OCDE. L'expérience coréenne n'est pas unique. Au cours de la seule période allant de 1995 à 2004, le nombre d'étudiants inscrits à l'université a plus que doublé en Chine et en Malaisie et a augmenté de 83 % en Thaïlande et de 51 % en Inde.

Les performances de l'Asie sont également bonnes sur le plan qualitatif. Aux Etats-Unis et dans la plupart des grandes économies d'Europe, les jeunes de 15 ans se situent à peu près à la moyenne de l'OCDE, ou en dessous, dans l'évaluation du PISA. Les systèmes éducatifs des six pays de l'Asie de l'Est qui ont pris part à l'évaluation 2003 du PISA figurent parmi les dix meilleurs et par ailleurs réussissent sans oublier en chemin un grand nombre d'élèves. En revanche, 20 % des jeunes de 15 ans en moyenne dans l'Union européenne et plus d'un quart aux Etats-Unis obtiennent des résultats classés au niveau 1 (le niveau le plus faible dans l'évaluation du PISA) ou en dessous. Dans les pays de l'OCDE considérés ensemble, les jeunes issus des familles les plus démunies risquent en moyenne 3.5 fois plus de se situer au niveau 1 ou en dessous que leurs camarades appartenant aux milieux les plus favorisés du point de vue socio-économique.

La taille des classes : petits effectifs et meilleurs résultats ne sont pas toujours synonymes

Les résultats ne révèlent aucune corrélation simple entre le nombre d'élèves par enseignant et les performances. Les classes comptent 30 élèves ou plus en Corée, au Japon ainsi qu'au Mexique, au Brésil, au Chili et en Israël contre 20 ou moins au Danemark, en Islande, au Luxembourg, en Suisse et dans la Fédération de Russie ; or, au Luxembourg, par exemple, 2.7 % des élèves figurent dans le groupe le plus performant sur l'échelle des mathématiques dans l'évaluation du PISA contre 8.2 % au Japon.

Les échanges entre maîtres et élèves varient aussi en fonction de divers facteurs : le nombre de classes ou d'élèves dont l'enseignant a la charge ; la répartition de l'emploi du temps de l'enseignant entre l'instruction proprement dite et les autres tâches ; le regroupement des élèves au sein des classes ; et la pratique de l'enseignement par équipe.

Répartition des performances entre filles et garçons : les filles l'emportent

Les écarts de taux de diplômés selon le sexe évoluent en faveur des femmes. Pour les personnes âgées de 55 à 64 ans, la durée moyenne du parcours scolaire initial place les femmes en tête dans trois pays seulement mais pour la génération des 25 à 34 ans, le nombre moyen d'années d'études est plus élevé chez les femmes dans 20 pays de

l'OCDE sur 30 et parmi les 10 pays restants, 2 seulement (Suisse et Turquie) affichent un écart supérieur de 0.5 année en faveur des hommes.

Les filles affichent des taux de diplômées de fin d'études secondaires plus élevés que les garçons dans 19 pays de l'OCDE sur 22 et dans 3 pays partenaires pour lesquels il est possible de comparer les totaux entre les sexes. L'écart en faveur des filles est supérieur à 10 points de pourcentage au Danemark, en Espagne, en Finlande, en Islande, en Irlande, en Norvège, en Nouvelle-Zélande et en Pologne ainsi qu'au Brésil. En Turquie les taux de diplômés des garçons sont supérieurs de 8 points tandis qu'en Corée et en Suisse l'écart est inférieur à 1 point.

Les traitements et la charge de travail des enseignants : une situation contrastée dans la zone de l'OCDE

Rapportés au PIB par habitant, les traitements des enseignants ayant au moins 15 ans de service dans le primaire et dans le premier cycle du secondaire sont les plus faibles en Hongrie (0.91), en Islande (0.69), en Norvège (0.87), en Pologne (0.83) et en Israël (0.73) ; et sont les plus élevés en Corée (2.37 dans le primaire et 2.36 dans le premier cycle du secondaire), au Mexique (2.09 dans le premier cycle du secondaire) et en Turquie (2.44 dans le primaire). Dans l'enseignement secondaire du deuxième cycle, les ratios les plus faibles s'observent en Norvège (0.87), en Pologne (0.83), en Islande (0.94) et en Israël (0.73).

Les traitements des enseignants ayant au moins 15 ans d'exercice dans le premier cycle du secondaire sont de 10 000 dollars environ en Pologne, 48 000 dollars ou plus en Allemagne, en Corée et en Suisse et supérieurs à 80 000 dollars au Luxembourg.

Les traitements ont augmenté en termes réels au cours de la période 1996-2004 dans la quasi-totalité des pays, la Finlande, la Hongrie et le Mexique enregistrant les hausses les plus fortes. Au cours de cette même période en Espagne, ils ont diminué en termes réels dans le primaire et dans le deuxième cycle du secondaire même s'ils demeurent supérieurs à la moyenne de l'OCDE.

Dans les établissements scolaires publics, la charge d'enseignement par an atteint en moyenne 704 heures mais s'échelonne de 534 heures au Japon à plus de 1 000 au Mexique et aux Etats-Unis. La répartition du temps d'enseignement varie aussi beaucoup : ainsi, en Islande, où l'année scolaire dure 36 semaines, les enseignants effectuent un plus grand nombre d'heures de travail qu'au Danemark où l'année scolaire dure 42 semaines. Toutefois, le nombre d'heures de cours assurées ne représente qu'un indicateur de la charge de travail des enseignants, qui peut comprendre aussi des plages importantes de temps consacrées à la préparation, à la notation ou à des activités périscolaires par exemple.

Dans les pays de l'OCDE, les élèves bénéficient en moyenne de 6 847 heures de cours entre l'âge de 7 et 14 ans, dont 1 570 heures entre 7 et 8 ans, 2 394 heures entre 9 et 11 ans et 2 785 heures entre 12 et 14 ans. En moyenne dans la zone, la lecture, l'écriture, les mathématiques et les sciences absorbent près de 50 % du temps d'instruction obligatoire des élèves âgés de 9 à 11 ans et 41 % de celui des 12-14 ans. S'agissant des

enfants de 9 à 11 ans, la proportion du programme d'enseignement obligatoire consacrée à la lecture et à l'écriture varie beaucoup selon les pays : de 13% ou moins en Australie, au Chili et en Israël à 30 % en France, au Mexique et aux Pays-Bas. Le temps alloué à l'acquisition des langues modernes étrangères est aussi très variable, allant de 1 % ou moins en Australie, en Angleterre, au Japon et au Mexique à 21 % au Luxembourg.

Le coût de la scolarité : 5.9% du PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE

Les dépenses d'éducation représentent en moyenne 5.9 % du PIB dans les pays de l'OCDE, allant de 3.7 % en Turquie à 8 % en Islande. Dans un pays représentatif de l'OCDE, ces dépenses par élève s'élèvent à 5 450 dollars par an dans le primaire, 6 962 dollars dans le secondaire et 11 254 dollars dans le supérieur. Les pays de l'OCDE dépensent en moyenne 77 204 dollars par élève au cours de la durée théorique de la formation primaire et secondaire. Les montants totaux vont de moins de 40 000 dollars au Mexique, en Pologne, dans République slovaque, en Turquie, au Brésil et dans la Fédération de Russie, à 100 000 dollars ou plus en Autriche, au Danemark, en Islande, en Italie, au Luxembourg, en Norvège, en Suisse et aux Etats-Unis. Dans l'enseignement supérieur, du fait de la grande diversité des formations proposées, il est beaucoup plus difficile de procéder à des comparaisons. Ainsi, les dépenses annuelles par étudiant au Japon sont à peu près les mêmes qu'en Allemagne (11 556 dollars au Japon, 11 594 dollars en Allemagne). Mais la durée moyenne des études est de 5.4 ans en Allemagne contre 4.1 ans au Japon de sorte que le montant cumulé des dépenses pour chaque étudiant n'est que de 47 031 dollars pour le Japon contre 62 187 dollars pour l'Allemagne.

Il convient de noter que des dépenses unitaires relativement faibles ne se traduisent pas nécessairement par des résultats plus faibles. En effet, les dépenses de la Corée et des Pays-Bas sont inférieures à la moyenne de l'OCDE dans l'enseignement primaire et secondaire et pourtant ces deux pays figurent parmi ceux qui obtiennent les meilleurs résultats dans l'enquête 2003 du PISA.

Les dépenses par élève dans le primaire, le secondaire et le post-secondaire non supérieur ont augmenté dans chaque pays entre 1995 et 2003. Dans 16 des pays membres de l'OCDE et partenaires sur les 26 pour lesquels on dispose de données, la progression est supérieure à 20 % et elle est égale à 30 % ou plus en Australie, en Grèce, en Hongrie, en Irlande, au Mexique, aux Pays-Bas, en Pologne, au Portugal, dans la République slovaque, en Turquie et au Chili. Les seuls pays où, durant la même période, l'augmentation des dépenses d'éducation par élève dans le primaire, le secondaire et le post-secondaire non supérieur est égale ou inférieure à 10 % sont l'Allemagne, l'Italie, la Suisse et Israël. La baisse des effectifs scolarisés ne semble pas être le principal facteur déterminant ces changements.

La situation est différente dans le supérieur. Dans 7 pays de l'OCDE et partenaires pour lesquels on dispose de données (Australie, République tchèque, Pologne, Portugal, République slovaque, Brésil et Israël), les dépenses d'éducation par étudiant ont baissé au cours de la période 1995-2003, principalement en raison d'une progression de plus de 30 % des effectifs. En revanche, les dépenses par étudiant ont augmenté sensiblement en

Grèce, en Hongrie, en Irlande et au Mexique ainsi qu'au Chili bien que les effectifs scolarisés aient augmenté respectivement de 93 %, 70 %, 34 %, 48 % et 68 %. Sur 27 pays membres de l'OCDE et partenaires, l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, le Danemark, l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie ont été les seuls où le nombre des étudiants du supérieur a progressé de moins de 10 %.

Qui finance ? Les pouvoirs publics pour l'essentiel mais les financements privés sont en hausse

Dans les pays de l'OCDE, l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non supérieur est financé, en moyenne, à 93 % par l'Etat encore que la part des financements privés soit supérieure à 13 % en Australie, en Allemagne, en Corée, au Mexique, en Suisse, au Royaume-Uni et dans un pays partenaire, le Chili. Au cours de la période 1995-2003, la part des financements publics à tous les niveaux a soit augmenté soit diminué dans un nombre égal de pays.

Toutefois, dans l'enseignement supérieur la part du secteur privé a globalement augmenté. Elle a progressé de plus de 3 % dans les pays qui ont notifié des données et de plus de 9 point de pourcentage en Australie, en Italie et au Royaume-Uni.

Dans l'enseignement supérieur, la part des financements privés varie de 5 % au Danemark, en Finlande, en Grèce, en Norvège et en Turquie à plus de 50 % en Australie, au Japon, en Corée, aux Etats-Unis et au Chili. Les fonds privés proviennent pour l'essentiel des ménages en particulier sous forme de droits de scolarité. Un quart des pays n'appliquent aucun droit de scolarité et dans les autres pays, le niveau de ces droits varie considérablement.

Investissement dans l'éducation. Un rendement très confortable pour les économies et les particuliers

L'éducation est pour l'essentiel financée sur les deniers publics et diverses études tendent à montrer que ces sommes sont bien utilisées. D'après les estimations, l'effet à long terme d'une année supplémentaire de formation sur le produit économique dans la zone de l'OCDE se situe en général entre 3 et 6 %. Une analyse des origines de la croissance économique révèle que la progression de la productivité du travail a représenté au moins la moitié de l'accroissement du PIB par tête dans la plupart des pays de l'OCDE entre 1994 et 2004. Certes, cette progression de la productivité n'est pas entièrement imputable à la formation ; une étude dans laquelle la maîtrise des savoirs fondamentaux est utilisée pour mesurer le capital humain fait néanmoins ressortir qu'un pays où le niveau de maîtrise est supérieur de 1 % à la moyenne internationale affiche des niveaux de productivité du travail et de PIB par habitant respectivement de 2.5 et 1.5 % supérieurs à ceux des autres pays.

Pour les particuliers aussi la formation est un investissement rationnel. L'enseignement primaire et la plus grande partie du secondaire étant obligatoire, la « décision d'investir » concerne en général la poursuite ou non des études dans le

supérieur. Bien qu'il soit largement fait état de l'« inflation » et de la dévaluation des titres et diplômes, l'investissement nécessaire pour obtenir un diplôme de niveau universitaire au stade de la formation initiale peut avoir un rendement annuel privé (calculé en comparant les perspectives de gains futurs et le coût des études pour le particulier) de pas moins de 22.6 %, tous les pays affichant un taux de rendement supérieur à 8 %. Les avantages indirects sont eux aussi considérables puisque nombre d'analyses nationales permettent de constater un lien positif de cause à effet entre l'élévation du niveau de formation et l'amélioration de la santé mentale et physique.

La formation toutefois n'élimine pas l'inégalité devant les revenus entre les hommes et les femmes : à niveau de formation égal, les gains des femmes ne représentent en général que 50 à 80 % de ceux des hommes.

L'impact de l'évolution démographique

Dans 23 des 30 pays de l'OCDE ainsi qu'au Chili, l'effectif de la population d'élèves dans l'enseignement obligatoire devrait baisser au cours des dix prochaines années. Cette tendance est particulièrement spectaculaire en Corée où, selon les projections, la population âgée de 5 à 14 ans devrait diminuer de 29 %. Pour le groupe des 15-19 ans, des tendances à la baisse de 30 % ou plus sont prévues dans la République tchèque, en Pologne, dans la République slovaque et dans la Fédération de Russie.

Dans certains pays, le recul s'est produit à une époque antérieure. En Espagne, par exemple, la population âgée de 20 à 29 ans devrait baisser de 34 % au cours des dix prochaines années.

A supposer, à titre d'illustration, que les taux de fréquentation et les taux de dépenses par élève/étudiant demeurent à leur niveau actuel, les tendances démographiques impliquent une réduction des dépenses d'éducation dans tous les pays de l'OCDE sauf quatre ainsi qu'au Chili, ce qui en toute logique permettra d'accroître les taux de fréquentation ou les dépenses par étudiant dans ces pays. A l'inverse, les projections démographiques établies pour les Etats-Unis laissent entrevoir une progression relativement forte au cours de la décennie à venir, ce qui pourrait donner lieu à des difficultés financières.

© OECD 2005

La reproduction de ce Résumé est autorisée à condition que le copyright de l'OCDE et le titre de la publication originale soient mentionnés.

Les Résumés Multilingues sont des traductions d'extraits de publications de l'OCDE dont les versions originales sont publiées en anglais et français.

Les Résumés sont disponibles gratuitement sur le site de la librairie en ligne de l'OCDE : www.oecd.org/bookshop/

Pour obtenir des informations complémentaires, contactez l'Unité Droits et Traductions, Direction des relations extérieures et de la communication.

rights@oecd.org

Fax: +33 (0)1 45 24 13 91

OCDE/ Unité Droits et Traductions (PAC)
2 rue André -Pascal
75116 Paris
France

Visitez notre site: www.oecd.org/rights/

